

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU SYNDICAT MIXTE  
DU BASSIN VERSANT DU TARN-AMONT

**DE\_2022\_015**

**Demande de la Déclaration d'Intérêt général pour le PPG des milieux aquatiques du Tarn-amont 2023-2027**

L'an deux mille vingt-deux et le vingt-neuf septembre, le comité syndical, dûment convoqué, s'est assemblé au nombre prescrit par la loi à Mostuéjouls, sous la présidence de Serge VÉDRINES.

Étaient présents : Christine BEDEL, Esther CHUREAU, Arnaud CURVELIER, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, René JEANJEAN, Madeleine MACQ, Yves MALRIC, Patrick SALSON, Richard SARRAU, Régis VALGALIER, Serge VÉDRINES

Étaient représentés : Jean-Michel ARNAL par Gilbert FAUCHER, Pierre PANTANELLA par Serge VÉDRINES

Secrétaire de séance : Gilbert FAUCHER

Date de convocation : 20 septembre 2022

<b>Délégués du comité syndical</b>		
En exercice : 23	Présents : 12	Pouvoirs : 2
<b>Résultat du vote</b>		
Pour : 14	Contre : 0	Abstention : 0

Vu l'article L211-7 du code de l'environnement modifié par la loi n°2022-217 du 21 février 2022, concernant l'eau et les milieux aquatiques, et indiquant que les collectivités territoriales et leurs groupements, ainsi que les syndicats mixtes, peuvent entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages et installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, s'il existe.

Vu l'arrêté n°2015349-0001 des préfets de l'Aveyron, du Gard et de la Lozère en date du 15 décembre 2015, portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du Tarn-amont,

Vu la disposition P1.1 issu de l'enjeu « préserver et restaurer les fonctionnalités naturelles des cours d'eau » du SAGE Tarn-amont, demandant que les interventions sur les rivières soient encadrées par des programme pluriannuels de gestion des cours d'eau (PPG),

Vu le volet B1 « entretien, restauration et mise en valeur des milieux aquatiques » du contrat de rivière 2019-2024 et plus particulièrement ses actions « Action B1-3. Connaître, gérer et mettre en valeur la biodiversité et les zones humides », « Action B1-4. Valoriser, préserver et restaurer le patrimoine naturel des milieux aquatiques », « Action B1-5. Restaurer la continuité écologique », « Action B1-6. Suivre les études et les travaux mis en œuvre sur les cours d'eau du Tarn-amont »,

Le Président expose à l'assemblée que suite à la validation et à l'approbation du Programme Pluriannuel de Gestion des milieux aquatiques du Tarn-amont 2023-2027, il convient de solliciter les Préfets de l'Aveyron, du Gard et de la Lozère pour que les travaux prévus fassent l'objet d'une déclaration d'intérêt général et d'un dépôt de dossiers de déclaration loi sur l'eau et milieux aquatiques, conformément au dossier envoyé au préalable à la séance.

En effet, pour engager des fonds publics sur des propriétés privées, les collectivités doivent au préalable recourir à une procédure de déclaration d'intérêt général comme le stipulent les articles L.151-36 à L.151-40 du Code rural. Le caractère d'intérêt général sera prononcé par un arrêté inter-préfectoral. L'institution d'une obligation de libre passage permettant l'exécution des travaux projetés est également prévue par l'article L.215-18.

Un atlas cadastral précisant les parcelles et les coordonnées des propriétaires riverains doit être fourni. Des conventions de travaux et de passage avec les propriétaires privés concernés par les travaux seront passés par tranches annuelles de travaux. Aucune participation financière des propriétaires pour l'exécution des travaux n'est prévue.

Enfin, lorsque l'entretien d'un cours d'eau non domanial est financé majoritairement par des fonds publics, le droit de pêche du propriétaire riverain est désormais partagé avec l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique du secteur ou à défaut par la Fédération Départementale de Pêche.

À l'unanimité, le comité syndical, après avoir délibéré,

**Approuve** la demande de déclaration d'intérêt général, pour une durée de 5 ans, pour les actions du Programme Pluriannuel de Gestion des milieux aquatiques du Tarn-amont 2023-2027,

**Autorise** le Président à solliciter les Préfets de l'Aveyron, du Gard et de la Lozère afin de déclarer l'intérêt général des travaux,

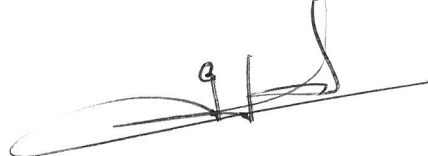
**Autorise** le Président à demander le bénéfice d'une obligation de libre passage nécessaire à l'exécution des travaux prévus dans le cadre de la déclaration d'intérêt général.

Ainsi fait et délibéré à Mostuéjols, les jours, mois et an susdits.  
Au registre sont les signatures.

Le Président, Serge VÉDRINES


Le Secrétaire de séance, Gilbert FAUCHER



Acte rendu exécutoire  
après dépôt en préfecture  
le 30 / 09 / 2022  
et publié ou notifié  
le 03 / 10 / 2022

Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

SOUS-PREFECTURE DE FLORAC  
Date de réception de l'AR: 30/09/2022  
048-200080547-20220929-DE\_2022\_015-DE